

[Voir ce mail dans votre navigateur](#)



#Municipales2026

Municipales 2026 : " 52% des Français prêts à payer plus cher leur eau : un signal fort pour les futurs maires "

ACTUALITÉS

L'étude ATEP : " la gestion de l'eau par les citoyens, sont-ils prêts à agir ? "

Réalisée par InfoPro Digital Etudes du 25 septembre au 17 octobre 2025 sur un échantillon de 1 000 Français représentatifs de la population nationale, l'étude avait pour objectif de comprendre comment les citoyens agissent en matière de gestion de l'eau (récupération et utilisation de l'eau de pluie, recyclage des eaux grises...) les difficultés rencontrées, leurs attentes en matière d'accompagnement ainsi que leur degré d'acceptation d'une hausse du prix de l'eau.

Les principaux enseignements de cette étude :

- **Les Français sont prêts à payer plus** : 52 % des Français accepteraient une hausse de leur facture d'eau (dont 33 % pour une augmentation de 5 %), preuve d'une prise de conscience de la valeur économique de la ressource.
- **Mais moins que l'énergie** : 67 % des Français estiment normal de payer l'eau moins cher que l'énergie, mais cette perception varie selon les âges (78 % des 25-34 ans vs 56 % des 55-64 ans).
- **Une prise de conscience citoyenne** : 67 % des Français déclarent que l'économie d'eau est une préoccupation importante, avec une sensibilité encore plus marquée chez les 25-34 ans.
- **93% des Français se disent attentifs à leur consommation d'eau**, en particulier chez les femmes et les seniors. Une tendance moins marquée chez les jeunes (18-24 ans) avec 21% des sondés.

LES PRINCIPAUX USAGES DE L'EAU POUR LES CITOYENS



- Réduire la consommation d'eau est la première action que les Français engagent. Ils sont 68% à avoir déjà réduit leur usage.
- 1 français sur 2 (51%) récupèrent les eaux de pluie, principalement pour arroser leurs plantes (86%) et laver leur voiture (36%).
- Enfin 26% des sondés recyclent les eaux de salle de bain pour tirer la chasse d'eau

Les Français sont donc prêts à prioriser la récupération des eaux de pluie pour des usages quotidiens, en cohérence avec les enjeux du plan Eau qui vise à optimiser la disponibilité de la ressource et notamment à massifier la valorisation des eaux non conventionnelles.

[Vous voulez en savoir plus sur l'étude : rendez-vous ici](#)

3 questions à :



JÉRÉMIE STEININGER
Délégué général de l'ATEP



" UN PRIX BAS POUR LES USAGES ESSENTIELS, PLUS ÉLEVÉ POUR LES USAGES DE CONFORT "

Augmenter le prix de l'eau, bien commun, est-ce une nécessité pour prendre conscience de sa fragilité ?

Oui, tout à fait. L'eau est une ressource fragile et précieuse, et sa gestion passe par une véritable transition hydrique. L'ATEP soutient la progressivité des tarifs : un prix bas pour les usages essentiels – consommation, hygiène, cuisine – et des tarifs plus élevés pour les usages de confort comme l'arrosage, le remplissage des piscines ou les nettoyages non indispensables. Cette approche responsabilise les usagers et permet de réduire la consommation là où elle est appliquée. Mais il ne s'agit pas seulement de signal prix : l'eau doit être mieux financée pour moderniser les réseaux vieillissants, qui perdent près de 20% de la ressource, soit 4,2milliards d'euros par an. Depuis janvier 2026, les gestionnaires doivent aussi contrôler la présence de PFAS dans l'eau potable, entraînant des ajustements tarifaires supplémentaires. Pour préserver l'eau potable, il est donc essentiel de la réserver aux usages vitaux, et de recourir aux eaux non conventionnelles pour tous les autres usages.

Quels enseignements tirez-vous de l'étude récente sur la gestion de l'eau ?

Cette étude confirme que la France est à un tournant dans sa transition hydrique. Les collectivités quittent progressivement une approche centrée sur les réseaux pour adopter une vision plus intégrée, résiliente et locale. Des actions concrètes émergent : près d'une collectivité sur deux a déjà mis en place des dispositifs de récupération d'eau de pluie, preuve que l'intention se traduit en action. À l'ATEP, nous constatons que l'innovation est là – gestion intégrée des eaux pluviales, valorisation des eaux non conventionnelles – mais elle doit être structurée et diffusée. La transition hydrique passe aussi par la mobilisation des citoyens, l'usage raisonné des eaux non conventionnelles et la sensibilisation. Nous avons formulé dix propositions pour développer le stockage, le traitement et la valorisation des eaux à l'échelle du bâtiment et de la parcelle, afin de préserver l'eau potable et soutenir la ville sobre de demain. L'État et les collectivités doivent accompagner cette dynamique, via les aides des agences de l'eau ou des dispositifs nationaux comme France Rénov', pour transformer l'intention collective en action durable.

L'ONU a récemment annoncé une "faillite hydrique mondiale". Comment inverser cette tendance en France ?

La France peut inverser la tendance grâce à une transition hydrique ambitieuse fondée sur trois leviers :

1. **Gestion à la source et récupération des eaux de pluie** : protéger les milieux, réduire le ruissellement, diminuer les risques d'inondation et améliorer le bien-être, tout en limitant les coûts par rapport aux solutions centralisées. Les cuves de récupération agissent comme un tampon entre production et usage et permettent aux collectivités d'économiser sur les réseaux séparatifs.
2. **Valorisation des Eaux Non Conventionnelles** : eaux de pluie, eaux grises, eaux de piscine ou industrielles peuvent être réutilisées pour l'irrigation, le recyclage industriel, la défense incendie, la création d'îlots de fraîcheur ou l'alimentation des chasses d'eau. Avec un cadre réglementaire adapté et des attestations de conformité, on garantit la sécurité sanitaire, la protection de l'environnement et la pérennité des installations.
3. **Accompagnement des citoyens via la rénovation de l'habitat** : intégrer un volet eau dans les dispositifs nationaux comme France Rénov' pour soutenir notamment la rénovation des installations d'assainissement non collectif, l'installation de récupérateurs d'eau de pluie par des entreprises labellisées QUALIPUIE, l'installation de système de recyclage des eaux grises, assurer leur entretien et sécuriser leur usage.

En combinant ces trois leviers – gestion à la source, valorisation des eaux non conventionnelles et accompagnement des citoyens – la France peut transformer l'intention en action, réussir sa transition hydrique et construire une société plus sobre, résiliente et respectueuse de sa ressource en eau.



" L'eau, un enjeu budgétaire et stratégique pour les collectivités "

L'enquête met en évidence une mobilisation forte des acteurs publics : 96 % des collectivités considèrent aujourd'hui la gestion de l'eau comme une priorité. Les enjeux liés au changement climatique arrivent en tête, avec l'anticipation des périodes de sécheresse, la réduction des prélèvements d'eau et la gestion des risques d'inondation et d'incendie.

Dans les faits, 43 % des collectivités ont déjà engagé des actions de gestion de l'eau à la parcelle et 46 % ont mis en place des démarches de valorisation des eaux de pluie.

Mais un principal frein a été mis en avant : le manque de financements (47 %) qui impacte indéniablement la mise en place des actions des collectivités sur l'eau. Les contraintes liées à la maintenance des équipements (33 %) et le déficit d'information sur les aides et solutions existantes (28 %) ont également été évoquées.

Les 3 éléments à retenir :

1. 52% des Français accepteraient une hausse de leur facture d'eau, dont 33% pour une augmentation de 5%
2. 67% des Français estiment normal de payer l'eau moins cher que l'énergie (dont 78% des 25-34 ans, et 56% des 55-64 ans)
3. 47% des collectivités citent le manque de financements comme un obstacle majeur à la gestion durable de l'eau

Contacts presse

Agence plus2sens pour l'ATEP :

Quentin Péchoux / quentin@plus2sens.com / 06 65 48 67 77

François-Pierre Salamand / fps@plus2sens.com / 06 13 06 42 00